



RAPPORT SEMESTRIEL FINANCIER
au 30 juin 2012

SOMMAIRE

A/ Attestation de Responsabilité P 3

B/ Rapport semestriel d'activité du groupe DEVERNOIS P 3

C/ Le bilan consolidé du groupe au 30 juin 2011 P 9

D/ Le compte de résultat consolidé du groupe P 11

E/ Le tableau de financement du groupe au 30 juin 2011 P 12

F/ Le tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2011 P 13

G/ Notes annexes aux comptes consolidés condensés du groupe P 13

A/ Attestation de Responsabilité

J'atteste en ma qualité de Président du Directoire que, à ma connaissance, les comptes semestriels condensés au 30 juin 2012 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation. J'atteste de même par la présente que le rapport d'activité du 1^{er} semestre 2012 représente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes liés aux 6 prochains mois d'exercice.

Thierry Brun

Président du Directoire

B/ Rapport semestriel d'activité du Groupe DEVERNOIS

(Établi par le Directoire sur les comptes semestriels arrêtés au 30 Juin 2012)

« UN PREMIER SEMESTRE EN DEMI-TEINTE AVEC UNE BAISSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE 5,6% »

Les comptes semestriels condensés consolidés au 30 juin 2012 ont été établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur, conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, et suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

L'impact des normes et interprétations d'application obligatoire en 2012 se décompose comme suit :

- La norme IAS 1 révisée, appliquée à compter de 2009 n'a d'impact que sur la présentation des états financiers.
- Compte tenu des évolutions dans les normes imposées et la mise en place de la norme IFRS 8, la société n'est pas en mesure de diffuser l'étude sectorielle préconisée dans la mesure elle n'a pas d'outils en interne à sa disposition.

Les méthodes comptables arrêtées en 2005, pour tenir compte des différentes évolutions réglementaires, ont été appliquées sans changement aux comptes condensés semestriels au 30 juin 2012. Toutefois, nous attirons votre attention sur les points figurant dans les notes en annexes concernant la dépréciation des fonds de commerce et concernant les engagements de retraites et assimilés, décrivant les adaptations apportées aux méthodes et estimations pour l'établissement des comptes condensés.

Le périmètre de consolidation du groupe a évolué par rapport au 31 décembre 2011 avec l'acquisition de la société MARNY propriétaire d'un fonds de commerce rue Tronchet à Paris. Il s'agit de la seule variation de périmètre du groupe au cours de ce premier semestre 2012.

I - ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU SEMESTRE : Un chiffre d'affaires en baisse de 5,6%

Par Réseau, en K €	2012	%	2011	%	Variation
Sous Total Gros	3 897	18,45%	3 858	17,24%	1,01%
Sous Total Distribution	17 225	81,55%	18 525	82,76%	-7,02%
Total Consolidé	21 122	100,00%	22 384	100,00%	-5,64%

Avec 21 122 K€ de chiffre d'affaires consolidé, le Groupe enregistre sur le premier semestre 2012 une baisse de ses ventes de 5,6 % par rapport au premier semestre 2011.

Notre activité de Gros se situe donc à un montant semestriel de 3 897 K€ contre 3 858 K€ fin juin 2011 soit une hausse de 1,0%.

Notre activité de Gros au 30 juin 2012 représentait 18,4 % de notre chiffre d'affaires consolidé, chiffre légèrement supérieur au premier semestre 2011.

Le secteur de la distribution représente donc un peu moins de 82% de notre chiffre d'affaires en légère baisse comparé au premier semestre 2011.

Le secteur de la Distribution a connu sur le premier semestre 2012 une baisse de 7,0 % de son chiffre d'affaires par rapport à fin juin 2011. Cette baisse est particulièrement marquée dans les pays le plus touchés par la crise économique actuelle, avec une baisse de près de 23% en Espagne et 35% au Portugal.

Sur la France, la baisse de notre chiffre d'affaires de distribution est légèrement supérieure à 2 % alors que les chiffres du marché du prêt-à-porter féminin annoncent sur le premier semestre une baisse de plus de 3,7 % des ventes par rapport à l'année 2011 (source FEH).

A fin juin 2012, le réseau intégré représentait en France 88 succursales dont 8 stands en grands magasins, 15 affiliés, et à l'export (Espagne, Portugal, Suisse, Belgique et Luxembourg) 34 succursales dont 15 stands en concession Grands Magasins Innos et Corte Ingles et 3 affiliés.

II - ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES

1. RESULTAT : Un résultat net positif de 231 K€:

En k euros	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Variation
Chiffre d'affaires	21 122	22 384	-5,6%
Marge brute	15 165	16 327	-7,1%
En % du Chiffre d'affaires	71,8%	72,9%	-1,5%
Marge Opérationnelle	-287	1 299	-267,6%
En % du Chiffre d'affaires	-1,4%	5,8%	-124,1%
Résultat Opérationnel	300	1 266	-76,3%
Résultat Financier	-4	114	-103,5%
Résultat net consolidé	231	694	-66,7%
En % du Chiffre d'affaires	1,1%	3,1%	-64,5%

L'activité du premier semestre 2012 a donc été en retrait par rapport à celle de l'année 2011 principalement sur l'activité de Distribution, en retrait de 7%, tandis que le secteur de Gros affichait une hausse de 1%.

La part des consommations reste sensiblement identique, représentant 28,2% du chiffre d'affaires à fin juin 2012 contre 27,1% à fin juin 2011.

Les charges de personnel du groupe passent de 29,1% du CA à fin juin 2011 à 31,1% fin juin 2012. La hausse de ce ratio est essentiellement liée à LUXXL qui n'était pas inclus dans le périmètre de consolidation à fin juin 2011 et à des frais de restructuration pour un total de 310 K€.

Les charges externes sont en forte baisse de 373 K€ en passant de 8 131 K€ à 7 758 K€ à fin juin 2012. Cette baisse provient notamment d'une réduction des frais de communication d'environ 280 K€ et d'une diminution des frais de transport et de sous-traitance directement liée au ralentissement de l'activité au premier semestre 2012.

Les dotations aux provisions sont en hausse de 429 K€ par rapport au 30 juin 2011. Cette hausse provient du fait que la provision concernant l'Hiver 2011 au 30 juin 2012 est nettement supérieure à celle concernant l'Hiver 2010 constaté au 30 juin 2011.

La marge opérationnelle courante est en baisse de 1 586 K€ passant de 1 299 K€ fin juin 2011 à - 287 K€ fin juin 2012. Cette évolution est la conséquence directe de l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute qui en a découlé.

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à 587 K€ au 30 juin 2012 contre - 33 K€ au 30 juin 2011 (cessions de plusieurs fonds de commerce sur le premier semestre 2012).

Le résultat opérationnel passe ainsi de 1 266 K€ au 30 juin 2011 à 300 K€ au 30 juin 2012 soit une baisse de 76,3%.

Le résultat financier représente - 4 K€ au 30 juin 2012 contre 114 K€ au 30 juin 2011. Sur 2012, les taux de change du dollar (monnaie d'achats du groupe) et du franc Suisse (monnaie de vente du groupe) ont connu des évolutions moins favorables qu'en 2011, générant de fait des effets de change positifs et des écarts de conversion passifs moins importants.

Le résultat net après impôt passe de 694 K€ au 30 juin 2011 à 231 K€ au 30 juin 2012 soit une baisse de 66,7%.

2.BILAN

2.1 Actifs

2.1.1 Actif non courants

Le total des actifs non courants passe en valeur nette de 38 432 K€ au 31/12/11 à 38 749 K€ au 30/06/12.

Les immobilisations corporelles et incorporelles représentent en valeur nette 37 079 K€ au 30/06/12 contre 37 296 K€ au 31/12/11.

L'impact d'une éventuelle dépréciation sur les fonds de commerce liée à la crise économique actuelle n'a pas été appréhendé et les valeurs des fonds de commerce inscrits au bilan restent celles de l'évaluation pratiquée pour la clôture du 31 décembre 2011.

En effet, comme chaque année et par mesure pratique, le groupe fait établir une évaluation annuelle de ses fonds par un cabinet indépendant au deuxième semestre de chaque exercice, cette valeur considérée comme valeur vénale est alors utilisée pour les tests de dépréciation. Néanmoins, les données économiques et nos consultants dans le domaine tendent à démontrer une dépréciation correcte.

Les immobilisations financières sont en légère augmentation par rapport au 31/12/11 et représentent une valeur de 1 112K€.

2.1.2 Actif courants

Les stocks nets passent de 10 402 K€ au 31/12/11 à 8 904 K€ au 30/06/12. Cette variation est expliquée essentiellement par la politique du Groupe de réduction des engagements sur l'été 2012 et l'hiver 2012 suite aux anticipations de ralentissement de l'activité 2012 au regard d'un second semestre 2011 plutôt difficile.

Le groupe travaille toujours à l'écoulement des pièces « anciennes saisons » via des réseaux différenciés (internet, ventes publiques...) pour valoriser au mieux ces anciens stocks.

Néanmoins, l'ambition du groupe est de réduire au maximum ces anciens stocks afin de ramener la provision à un niveau plus cohérent afin de limiter son impact dans les résultats consolidés.

Les comptes clients et comptes rattachés en valeur nette passent au 31/12/11 de 2 005 K€ à 1 771 K€ au 30/06/12.

La trésorerie nette à la fin du premier semestre 2012 s'élève à 6 797 K€ contre 1 502 K€ au 31/12/11. La forte hausse de la position de trésorerie est en grande partie due à une variation du BFR lié à l'activité de plus de 2 770 K€ venant principalement de la baisse des stocks et des créances clients. Par ailleurs un taux de financement des investissements par emprunts bancaires à plus de 80% contre 40% sur l'exercice 2011 a également contribué à l'amélioration de la trésorerie au 30 juin 2012.

2.2 Passifs

2.2.1 Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières du groupe, en hausse de 142,7% sur le semestre, représentent 3 942 K€ à fin juin 2012 contre 1 624 K€ à fin décembre 2011, soit respectivement 10,5 % des capitaux propres au 30 juin 2012 contre 4,2 % au 31 décembre 2011.

2.2.2 Passifs courants

2.2.2.a Fournisseurs

Le poste fournisseur passe d'une valeur nette de 5 302 K€ au 31/12/11 à 4 317 K€ au 30/06/12 (6 525 K€ au 30/06/11 pour période comparable).

La baisse de ce poste est à mettre en corrélation avec la baisse des stocks.

2.2.2.b Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges hors impôts différés passent de 983 K€ au 31/12/11 à 2 904 K€ au 30/06/12. Les dotations concernent des litiges opposant la société à des bailleurs

sur les conditions de renouvellement des baux suite à des demandes de déplafonnement de loyers, des litiges commerciaux, sociaux, et les provisions pour indemnités de fin de carrière.

III FACTEURS DE RISQUES :

3.1 Le risque sur les devises :

Le groupe est exposé à des risques de change en raison de ses transactions en monnaies externes à la zone euro. Les monnaies concernées sont essentiellement le dollar pour les achats de marchandises et la livre sterling et le franc suisse pour les ventes réalisées en Angleterre et en Suisse. Une politique de couverture de la devise dollar a été mise en place depuis de nombreuses années et les besoins annuels en dollar sont couverts par des contrats de change à terme. A la fin du premier semestre 2012, des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 800 K\$ à un taux de 1,25 dollar pour un euro alors que le cours du dollar au 30 juin 2012 était de l'ordre de 1,26. Ces couvertures nous permettent de couvrir nos besoins jusqu'en février 2013.

Concernant les autres devises, les flux restants à des niveaux très faibles, il n'est pas pratiqué de couvertures de change.

3.2 Le risque lié aux taux des emprunts et aux placements :

La politique du groupe en terme d'emprunts (relatif notamment aux acquisitions de nouveaux fonds de commerce) est volontairement sécurisée par un recours systématique à des taux fixes. Tous les emprunts effectués sur le groupe depuis un an l'ont été à des taux fixes négociés sur les bases des taux bancaires existants au moment du besoin financier. Le groupe a contracté pour 3 500 K€ de nouveaux emprunts sur le premier semestre 2012 en vue de l'acquisition de nouveaux fonds de commerce.

Concernant les placements de trésorerie, ceux-ci sont essentiellement liés à des placements allant de 1 à 3 mois sur des taux fixes négociés au départ du placement. Les revenus de ces placements sont donc connus et maîtrisés dès la mise de fonds. A fin juin 2012, le groupe n'avait pas de placement en DAT.

3.3 Le risque lié aux événements exceptionnels :

Dans le courant de l'année 2008, le groupe a procédé à un audit des ses contrats d'assurances afin de remettre à jour les conditions de prise en charge des sinistres et des franchises relatives à ceux-ci. Une étude de valorisation des actifs a été faite sur le début de l'année 2009 par un cabinet d'experts afin que les capitaux assurés soient bien en adéquation avec le risque supporté par l'entreprise en cas de sinistre particulier.

La société n'a connu aucun sinistre important sur le premier semestre 2012 et le montant des primes annuelles restent largement en deçà des sinistres annuels déclarés.

Les usages de la profession préconisent une étude des valeurs de biens tous les 5 ans environ en matière d'assurances s'il n'y a pas de changement substantiel des actifs de la société.

3.4 Les risques juridiques :

Dans l'activité du groupe, le développement repose sur la créativité et le respect lié à la propriété intellectuelle. L'insuffisante application des lois internationales et l'évolution

permanente des fraudeurs dans leur pratique exposent de plus en plus la société à des risques de copies et plagiat dans le monde. Néanmoins, la société engage systématiquement des poursuites lorsqu'elle a connaissance de l'atteinte de ses droits et qu'elle considère le préjudice significatif.

La société travaille en partenariat avec des cabinets de dépôts des marques, de juristes ou d'avocats pour régler les litiges. A ce titre, il n'y a pas eu de litiges exceptionnels apparus sur le premier semestre 2012.

3.5 Les risques financiers liés aux marchés :

Le groupe suit particulièrement en période de crise les encours de ces clients hors groupe (5% des encours totaux de la société mère) avec un service interne de crédit management couplé à une assurance crédit notamment pour ses clients étrangers. A la fin du premier semestre 2012, le groupe n'a pas constaté de dégradation importante de ses créances clients par rapport à l'année précédente, une reprise de provision ayant même été constatée dans les comptes à fin juin 2012.

IV . PERSPECTIVES DU 2ème SEMESTRE 2012

Les tendances observées depuis le début du deuxième semestre 2012 montrent une baisse de nos ventes dans la distribution sur les mois de Juillet, Août et Septembre 2012.

L'activité de Gros, quant à elle, limite sa progression sur la saison d'hiver 2012 laissant augurer une activité annuelle comparable à celle de l'année 2011.

Dans une telle conjoncture, le Groupe ne peut se prononcer sur l'évolution de son chiffre d'affaires sur le second semestre puisque celui-ci va dépendre directement du comportement de consommation du dernier trimestre 2012.

V. PRINCIPES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a eu aucune nouvelle transaction entre les parties liées au cours du 1er semestre 2012, qui ait influencé significativement la situation financière ou les résultats consolidés du groupe. Les transactions décrites dans le rapport annuel au 31 décembre 2011 avec la société holding HSTB se sont poursuivies dans les mêmes conditions.

C/ Le bilan consolidé du groupe au 30 juin 2012

ACTIF	30/06/2012	31/12/2011	REF ANNEXE
<u>Actifs non courants</u>	38 749	38 432	
Immobilisations incorporelles	29 199	29 505	note 11
Immobilisations corporelles	7 880	7 791	note 12
Immeubles de placement	-	-	
Immobilisations financières	1 112	1 065	note 13
Autres actifs financiers disponibles à la vente (TIAP)	-	-	
Impôts différés actifs	558	71	note 14
<u>Actifs courants</u>	20 561	17 551	
Stocks	8 904	10 402	note 16
Acomptes et avances	-	13	
Clients et comptes rattachés	1 771	2 005	note 15
Autres créances et comptes de régularisation	3 089	3 629	note 17
Trésorerie	6 797	1 502	note 18
<u>TOTAL GENERAL</u>	59 310	55 983	

PASSIF	30/06/2012	31/12/2011	REF ANNEXE
<u>Capitaux propres</u>	37 458	38 478	note 19
Capital social	2 300	2 300	
Primes d'émission	7 477	7 477	
Ecart de réévaluation	105	105	
Réserves légales	230	230	
Réserves réglementées			
Autres réserves	27 048	28 215	
Ecart de conversion	66	64	
Résultat de l'exercice	231	87	
<u>Intérêts minoritaires</u>	-	-	
<u>Passifs non courants</u>	5 759	3 314	
Emprunts et dettes financières LT (plus d'un an)	3 942	1 624	note 22
Impôts différés passifs	1 817	1 690	note 23
Provisions pour risques et charges long terme	-	-	
Autres passifs non courants (dont participation des salariés)	-	-	
<u>Passifs courants</u>	16 093	14 191	
Fournisseurs et comptes rattachés	4 317	5 302	note 24
Emprunts et dettes financières CT (moins d'un an)	2 115	1 236	note 22
Comptes bancaires créditeurs	1 640	2 480	note 22
Dettes fiscales et sociales courant			
Dettes fiscales et sociales et autres dettes	5 117	4 190	note 24
Provisions pour risques et charges courantes	2 904	983	note 20
<u>TOTAL GENERAL</u>	59 310	55 983	

D/ Le compte de résultat consolidé du groupe

	30/06/2012	30/06/2011	REF ANNEXE
Chiffre d'affaires	21 122	22 384	note 4
Production stockée-immobilisée	466	698	
Produits opérationnels courant	21 588	23 082	
Achats consommés	-5 957	-6 057	
Charges de personnel	-6 559	-6 504	
Charges externes	-7 758	-8 131	
Impôts et taxes	-483	-507	
Dotations aux amortissements	-1 297	-1 264	
Dotations aux provisions nettes	266	695	
Charges d'exploitation nettes	-87	-15	note 7
Charges opérationnelles courant	-21 875	-21 783	
Marge opérationnelle courant	-287	1 299	
Autres produits et charges opérationnels	587	-33	note 8
Résultat opérationnel	300	1 266	
Produits nets de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24	9	
Charges de financement	-113	-62	
Coût de l'endettement financier net	-90	-53	note 9
Autres produits et charges financiers	86	167	
Résultat financier	-4	114	
Charges d'impôt	-65	-686	note 10
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	231	694	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat consolidé net	231	694	
Part du groupe	231	694	
Part des minoritaires	0	0	
Résultat par action	1	2	

E/ Le tableau de financement du groupe au 30 juin 2012

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE		
En k€	30/06/2012	31/12/2011
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u>		
Résultat net des sociétés intégrées	231	88
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie :		
- provisions à caractère de réserve	1 921	34
- amortissements	1 297	2 707
- provisions sur fonds de commerce	659	-107
- autres produits à caractère de réserves	-153	-285
- impôts différés	-308	119
- plus-values de cessions, nettes d'impôt	-3 331	-293
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	316	2 263
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	2 777	-3 942
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 093	-1 679
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>		
Acquisition d'immobilisations	-4 278	-3 669
Cessions d'immobilisations nettes	5 823	875
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	1 545	-2 794
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 151	-1 151
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Incidence variation périmètre		54
Souscription d'emprunts	3 500	1 500
Remboursement d'emprunts	-854	-1 602
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 495	-1 199
Variation de trésorerie	6 133	-5 672
Incidence des variations des cours des devises	-2	-6
Trésorerie d'ouverture	-978	4 688
Trésorerie de clôture	5 157	-978
Variation de trésorerie	6 133	-5 672
Vérifications	0	0

F/ Le tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2012

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 31.12.2011	2300	7477	105	28 444	64	88	38 478
Incidence affectation des résultats				-1 063		-88	-1 151
Autres mouvements				-102	2	231	131
Situation au 30.06.2012	2 300	7 477	105	27 279	66	231	37 458

Note 1. Principes comptables

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés annuels 2011 ont été établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 Juin 2012 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Cette norme prévoit que s'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS nécessaire à la préparation des comptes consolidés annuels. Les comptes du 30 Juin 2012 doivent donc être lus en relation avec les états financiers du 31 Décembre 2011. Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes semestriels sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes annuels de l'exercice 2011.

1.1. Consolidation

Les sociétés dans lesquelles DEVERNOIS SA exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

Le périmètre de consolidation est présenté en note 2.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les comptes des sociétés consolidées ont tous été arrêtés au 30 Juin 2012 et ont tous une durée de 6 mois.

1.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers de la succursale étrangère de la société Italie 6 ont été convertis selon la méthode du cours de clôture à l'exception des capitaux propres qui ont été convertis au cours historique.

Par mesure de simplification, et par le fait que la société concernée, Italie 6, a un impact mineur sur les postes du compte de résultat consolidé, les opérations de résultat sont converties à un taux de clôture.

1.3. Chiffre d'affaires

1.3.1. Ventes détaillants

La société Devernois vend une partie de ses articles à des détaillants, composés de :

- un réseau 282 multimarques et de 18 franchisés en France et à l'étranger ; cette distribution de plus en plus sélective quant aux choix des emplacements et des partenaires s'inscrit dans une politique de représentation de la marque dans un environnement haut de gamme.
- un réseau de grands magasins organisés au niveau national sous forme généralement de stands.

1.3.2. Ventes aux boutiques

La société Devernois vend aussi ses articles à ses filiales de distribution de vente au détail en France et à l'étranger, structurées autour de 122 points de vente en Europe.

Cette distribution en propre devenue un axe prioritaire de développement s'appuie sur un réseau de points de vente sélectifs, avec des flag-ship dans plusieurs grandes villes européennes (Bruxelles, Madrid, Genève, Zurich, Luxembourg). Elle permet d'assurer une image cohérente de la marque dans son univers haut de gamme et assure, à l'appui des moyens mis en œuvre sur le plan du back office logistique, des systèmes d'informations et du merchandising une valorisation des produits de la collection dans ses différentes gammes.

1.3.3. Ventes aux affiliés

Enfin, la société Devernois vend ses articles à un réseau d'affiliés en France et à l'étranger, constitués de 18 points de vente ; ces clients sont issus, pour la moitié d'entre eux, du réseau franchisé et ont suivi la politique de passage au nouveau concept. Ce développement commercial a été choisi pour la maîtrise qu'il permet en matière de gestion des stocks et de rotation des collections.

1.4. Immobilisations incorporelles : Fonds de commerce et droits au bail - Dépréciation

La méthode de dépréciation des fonds de commerce, par référence à leur valeur de marché, reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice et période semestrielle précédents.

Par mesure pratique, le groupe fait établir au deuxième semestre de chaque exercice, par un cabinet d'évaluation nationalement reconnu pour le réseau français et des experts indépendants pour les filiales étrangères, une estimation unique de la valeur de marché de chacun des fonds de commerce et droits au bail.

Cette valeur, considérée comme valeur vénale, est utilisée pour les tests de dépréciation lors de l'arrêté des comptes semestriels destinés à la consolidation et pour l'arrêté annuel. Compte tenu du contexte économique actuel l'impact d'une éventuelle dépréciation n'a pas été appréhendé.

1.5. Actifs et passifs financiers

Les valeurs mobilières de placement ont été enregistrées à la juste valeur au 30 Juin 2012.

En cas de cessions concernant des titres de même nature conférant les mêmes droits, le prix de revient des titres cédés a été déterminé selon la méthode de «premier entré, premier sorti»

Au 30/06/2012 il n'y a aucun écart significatif entre la juste valeur du portefeuille de valeurs mobilières et sa valeur comptable.

A la date d'établissement des comptes, une provision pour dépréciation est enregistrée si la valeur comptable est supérieure à la valeur boursière du portefeuille.

Au 30 juin 2012, aucune provision n'a été constituée.

1.6. Stocks

Les stocks seront valorisés selon la procédure suivante :

- Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation.
- La valorisation des matières premières, produits intermédiaires et en cours s'opère, en fonction de leur saison, au prix réel pondéré, c'est-à-dire au prix unitaire où la matière a été achetée, chaque pièce de tissu ou chaque carton ayant fait l'objet d'une facture saisie en GPAO rattachée à une saison. Au cas où une matière ne serait pas liée à un achat (régularisation de stock), la valorisation s'opère sur la base de la gamme de fabrication.
- Les produits finis sont valorisés selon la méthode suivante :

Produits fabriqués en interne :

Ces produits sont valorisés en fonction des coûts d'approvisionnement et de confection réels pondérés, issus des factures comptabilisées, et appliqués aux coûts d'unité d'œuvre réels de l'exercice. Ces coûts directs sont majorés des charges indirectes de production, incluant la dotation aux amortissements des frais de création des collections produites.

Produits de négoce :

Ces produits sont valorisés aux prix de revient réels pondérés issus des factures comptabilisées et incluant des frais généraux réels tels que les frais de port, l'emballage, les frais d'assurances.

Il n'y a pas de modifications relatives aux méthodes de dépréciation des stocks qui sont toujours établies par rapport à une valeur commerciale prévisible de revente.

1.7. Impôts

La charge d'impôt sur le résultat semestriel a été calculée à partir des impôts courants et des impôts différés relatifs à chaque entité.

Les taux d'imposition retenus pour le semestre sont :

- pour les sociétés françaises faisant partie du périmètre de l'intégration fiscale de DEVERNOIS SA le taux légal pour 2012 soit 33,33 %.

- pour Devernois Belgique, le taux légal pour 2012, soit 33,99 %.
- pour Italie 6, le taux légal pour 2012, soit 25 %.
- pour Devernois Espana, aucune fiscalité n'est retenue.
- pour Devernois Luxembourg, le taux légal pour 2012, soit 29,25 %.
- pour Devernois Portugal, le taux légal pour 2012, soit 12,50 %.

1.8. Engagements de retraites et assimilés

La méthode d'estimation des engagements de retraite et assimilés reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice précédent.

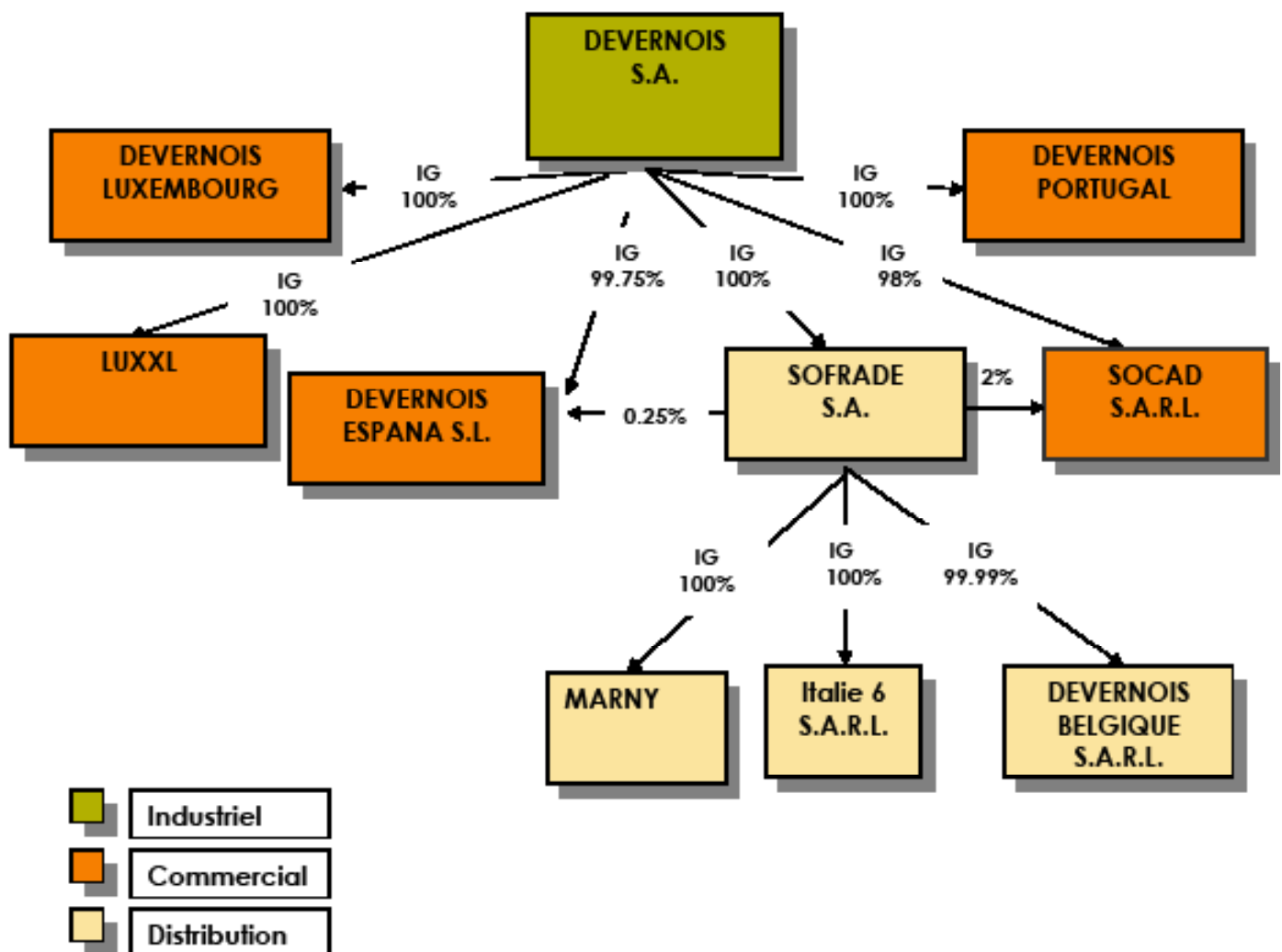
Toutefois, depuis le 30/06/2008 et afin d'accélérer la production des comptes condensés semestriels, les engagements de retraites et assimilés sont estimés sur la base du calcul au 31/12 précédent, majoré d'un taux, fixé à 2% au 30/06/12. La structure sociale du groupe n'a pas subi de modification significative au 1er semestre 2012, et la direction estime donc que ce changement d'estimation comptable n'a pas d'incidence significative sur les comptes condensés semestriels.

1.9. Titres d'autocontrôle

A l'heure actuelle, le groupe ne détient pas de titres d'autocontrôle.

Note 2. Périmètre de consolidation

2.1. Noms des sociétés consolidées



2.2. Evolution significative du périmètre en 2012

La société MARNY a été acquise le 1^{er} février 2012 à 100% par la société SOFRADE.

2.3. Impacts des changements du périmètre de consolidation sur les données consolidées

Entrée de la société MARNY dans le périmètre au 01/02/2012 avec la constatation d'un écart d'acquisition de 2 060 K€.

Note 3. Information sectorielle

En application de l'IFRS 8 «Informations sectorielles», le seul niveau d'information sectorielle est le secteur d'activité. Cette information est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe.

Le groupe est géré en trois segments principaux :

- division détaillants
- division boutiques
- division affiliés

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante.

Les relations commerciales inter-activités ont été analysées et ne représentent pas des montants significatifs. Pour cette raison, elles n'ont pas été retraitées pour la présentation sectorielle.

Compte de resultat 30/06/2012	30/06/2012	Détaillants	Boutiques	Affiliés	Non affecté
Chiffre d'affaires	21 123	3 897	16 073	1 153	0
Marge opérationnelle	-287	457	-1 149	405	0
Résultat sectoriel	299	399	-491	391	0
Résultat financier	-4	0	0	0	-4
Charges d'impôt	-65	0	0	0	-65
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence					
RESULTAT CONSOLIDE NET	230	399	-491	391	-69

Note 4. Chiffre d'affaires

(en K €)	30/06/2012	30/06/2011
Ventes de biens	20 873	22 151
Prestations de services	249	233
Total	21 122	22 384

Note 5. Effectif

L'effectif à la date d'arrêté des comptes s'établit ainsi :

	30/06/2012	30/06/2011
Cadres	87	86
ETAM	232	241
Ouvriers	28	31
Total	347	358

Note 6. Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements figurant à l'actif concernent les actifs suivants :

(en K €)	30/06/2012	30/06/2011
Frais de collection	302	329
Autres immobilisations incorporelles	2 490	2 553
Matériel	4 081	3 902
Autres immobilisations corporelles	10 137	11 291
Total	17 010	18 075

Note 7. Autres produits et charges d'exploitation

(en K €)	30/06/2012	30/06/2011
Autres produits	24	37
Autres charges	(111)	(52)
	(87)	(15)

Note 8. Autres produits et charges opérationnels

Ils comprennent principalement les pertes et profits et les variations de provisions couvrant des événements exceptionnels.

(en K €)	30/06/2012	30/06/2011
Autres produits	5 985	189
Autres charges	(5398)	(222)
	587	(33)

Note 9. Charges de financement

Les charges de financement s'élèvent à 113 K€ contre 62 KE au 30 Juin 2011.

Note 10. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt s'élève à 1 060 KE .

Le produit d'impôt différé à été estimé à 995 K€.

L'activation des déficits d'un montant de 38 K€ concerne uniquement Devernois Belgique, pour laquelle les déficits sont indéfiniment reportables.

Note 11. Immobilisations incorporelles

Brut	Valeurs Brutes 30/06/2012	Valeurs Brutes 30/06/2011
Frais d'établissement		
Frais de collection	586	567
Concessions, brevets, licences	2 768	2 992
Fonds commercial	32 090	31 777
Autres immobilisations incorp	504	473
Avances et acomptes	16	
Total Valeurs	35 964	35 809

Amortissements	Cumulés 30/06/2012	Cumulés 30/06/2011
Frais d'établissement		
Frais de collection	302	329
Concessions, brevets, licences	2 490	2 553
Fonds commercial		
Avances et acomptes		
Total Amortissements	2 792	2 882

Note 12. Immobilisations corporelles

Brut	Valeurs brutes 30/06/2012	Valeurs Brutes 30/06/2011
Terrains	526	465
Constructions	4 681	4 107
Installations techn. mat. outill.	5 182	5 234
Autres immobilisations	11 816	12 947
Immobilisations en cours	30	1
Avances et acomptes	8	291
Total Valeurs	22 243	23 045

Amortissements	Cumulés 30/06//2012	Cumulés 30/06//2011
Constructions	2 225	2 126
Installations techn. mat. outill.	4 081	3 902
Autres immobilisations	7 912	9 165
Immobilisations en cours		
Avances et acomptes		
Total Amortissements	14 218	15 193

Note 13. Immobilisations financières

Brut	Valeurs brutes 30/06/2012	Valeurs brutes 30/06/2011
Autres titres immobilisés	5	29
Prêts		
Autres immob. financières	1 107	1 063
Total Valeurs	1 112	1 092

Note 14. Autres actifs non courants

Ces actifs concernent les créances d'impôt pour un montant de 558 K€.

Note 15. Créances de financement

Néant.

15.1. Montant des créances douteuses

	30/06/2012	30/06/2011
Clients et comptes rattachés brut	1 919	1 845
Provision pour clients douteux	(148)	(468)
Montant net	1 771	1 377

15.2. Evolution des provisions pour créances douteuses

(en K €)	30/06/2012	30/06/2011
Dotation créances douteuses	(40)	(48)
Reprise créances douteuses	72	109
Pertes sur créances irrécouvrables	(87)	(24)
Rentrées sur créances amorties		
Total	(55)	37

Note 16. Stocks

	30/06/2012	30/06/2011
Matières premières	1 337	918
Produits en cours	227	0
Produits intermédiaires et finis	2 213	3 180
Marchandises	7 607	8 559
Avances et acomptes		
Total valeur brute	11 384	12 657
Provisions pour dépréciation	2 480	1 966
Total valeur nette	8 904	10 691

Note 17. Autres débiteurs

(en K €)	30/06/2012	30/06/2011
Autres créances	2 236	1 144
Charges constatées d'avance	853	949
Total	3 089	2 093

Note 18. Trésorerie

(en K €)	30/06/2012	30/06/2011
Placements (VMP)	218	152
- dont provisions		
Comptes courants bancaires et caisses	6 579	2 254
Total	6 797	2 406

Note 19. Capitaux propres

19.1. Composition du capital

Décomposition du capital social	Nombre	Montant
Actions composant le capital social en début d'exercice	299 058	2 300
Actions composant le capital social en fin d'exercice	299 058	2 300

19.2. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 31.12.2011	2 300	7 477	105	28 444	64	88	38 478
Incidence affectation des résultats				-1 063		-88	-1 151
Autres mouvements				-102	2	231	131
Situation au 30.06.2012	2 300	7 477	105	27 279	66	231	37 458

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	N	N-1 31/12/2011
Résultat net	231	87
Ecart de conversion des filiales étrangères selon IAS 21	2	7
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises selon IAS 39		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente conformément à IAS 39 (1)		
Réévaluation des immobilisations sur option conformément à IAS 16 & 38	-102	-195
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies sur option conformément à IAS 19		
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence, IAS 28 & 31		
Impôts conformément à IAS 12 (si montants précédents (1) non présentés nets d'impôts)		
Total des gains & pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-100	-188
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	131	-101
- dont part du groupe		
- dont part des intérêts minoritaires		

Note 20. Provisions

20.1. Détail des provisions

	Valeur au 30.06.2012	Valeur au 30.06.2011
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
. pour indemnités de fin de carrière	420	409
. pour litiges	2 145	311
. pour autres risques		
. pour autres charges	339	249
Sous-Total	2 904	969
PROVISIONS POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF CIRCULANT		
. sur stocks et en-cours	2 480	1 966
. sur comptes clients	148	468
. sur autres créances	10	12
. sur disponibilités	0	0
Sous-Total	2 638	2 446
PROVISION POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE		
. sur terrain	144	144
. sur fonds	3 973	3 435
Sous-Total	4 117	3 579
Total	9 659	6 994

Provisions pour litiges :

Ces provisions concernent des risques et litiges à caractère commercial et des litiges à caractère social pour des assignations engagées avant la date d'établissement des comptes. Elles ont été évaluées sur la base du risque estimé par la société après consultation de ses conseils.

Note 21. Engagements de retraites et assimilés

21.1. Engagements de retraites

21.1.1. Hypothèses retenues pour les comptes annuels

- Taux d'actualisation : 4.5 %.
- Taux de rotation : faible pour la société mère.
- Âge conventionnel de départ : 65 ans.
- Condition de départ : départ volontaire.
- Droits acquis : convention collective de l'entreprise qui s'applique.

Pour les comptes condensés au 30/06/2012 les engagements de retraites calculés au 31/12/2011 selon les hypothèses ci-dessus, ont été majorés de 2%.

21.1.2. Eléments chiffrés

(en K €)	30/06/2012	30/06/2011
IFC	420	409
Total	420	409

21.2. Médailles du travail

Non significatif.

Note 22. Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales

22.1. Détail des emprunts

(en K €)	Valeur bilan au 30.06.2012 Coût amorti ou juste valeur	Nominal	Echéances du nominal	
			< 1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts obligataires				
Fonds de participation des salariés à long terme				
Emprunts sur locations financement long terme				
Autres emprunts à long terme	5 452		1 510	3 942
A la clôture de l'exercice	5 452		1 510	3 942

22.2. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en K €)	Solde au bilan au 30.06.2012	Monnaie d'émission
Concours bancaires courants	1 640	
Banques créditrices		Euro
Total	1 640	

22.3. Dettes financières diverses

(en K €)	Valeur bilan au 30.06.2012 Coût amorti ou juste valeur	Echéances	
		< 1 an	De 1 à 5 ans
Comptes courants d'associés	605	605	
A la clôture de l'exercice	605	605	

Note 23. Autres passifs non courants

(en K €)	30/06/2012	30/06/2011
Provisions pour risques et charges non courantes	0	0
Impôts différés passifs	1 817	1 746
Participation des salariés	0	0
Total	1 817	1 746

Note 24. Autres passifs courants

(en K €)	30/06/2012	30/06/2011
Dettes fiscales et sociales	3 281	3 304
Fournisseurs	4 317	6 525
Clients créditeurs	103	
Produits constatés d'avance	232	
Provisions pour risques et charges courantes	2 904	969
Créditeurs divers	1 502	658
Total	12 339	11 456

Note 25. Engagements donnés

Les engagements donnés représentent des cautionnements accordés par DEVERNOIS à :

- Italie 6 pour 84 K€
- Portugal pour 137 K€
- Sofrade pour 3 779 K€

Soit un total de 4 000 K€

Les engagements reçus représentent 85 K€ (créances assorties de garanties).

Note 26. Rémunération des dirigeants

- Monsieur Thierry BRUN, président du directoire de la société,
 - Madame Séverine BRUN, directeur général de la société,
 - Madame Zélia BOËL, présidente du conseil de surveillance de la société,
- ont perçu, ensemble, au titre des avantages à court terme, la somme de 168 K€ sur le 1er semestre 2012.

Note 27. Passifs éventuels

NEANT

Note 28. Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	CAC Gescomm	CAC Excofidogest
	30/06/2012	30/06/2012
DEVERNOIS	20 K€	20 K€
SOFRADE	18 K€	-
SOCAD	2 K€	-
TOTAL	40 KE	20 K€

Note 29. Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

Note 30. Transaction avec les parties liées

Le montant des refacturations de la holding HSTB pour le groupe s'élève pour le 1er semestre 2012 à 132 K€.

Note 31. Droit individuel à la formation

Le volume d'heures de formation accumulé correspondant aux droits acquis s'élève à 20 773 heures au 30/06/2012.

Note 32. Eléments significatifs du semestre

La société LUXXL a été consolidée pour la 1ère fois au 31/12/2011 , au 30 Juin 2011 elle n'était pas par conséquent dans les comptes consolidés du groupe DEVERNOIS.

La plus value nette de cession sur les fonds de commerce s'élève au 30 Juin 2012 à 3 472 k€.

Note 33. Couvertures de change

La société est exposée à des risques de change en raison de ses transactions en monnaies externes à la zone euro. Les monnaies concernées sont essentiellement le dollar pour les achats de marchandises et la livre sterling et le franc suisse pour les ventes réalisées en Angleterre et en Suisse. Une politique de couverture de la devise dollar a été mise en place depuis de nombreuses années et les besoins annuels en dollar sont couverts par des contrats de change à terme. A la fin du premier semestre 2012, des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 800 K\$ à un taux de 1.25 dollar pour un euro alors que le cours du dollar au 30 juin 2012 était de l'ordre de 1.259. Ces couvertures nous permettent de couvrir nos besoins jusqu'en février 2013.

Concernant les autres devises, les flux restants à des niveaux très faibles, il n'est pas pratiqué de couvertures de change.

Au 30/06/2012, il reste 800 KUSD de couverture dollar non utilisée sur des achats à moyen terme non réalisés.

La différence entre le cours de couverture et le cours du 30/06/2012 fait ressortir un montant positif de 5 K€, correspondant à des couvertures de flux de trésorerie futurs à comptabiliser en capitaux propres.

Ce montant pouvant varier par rapport aux fluctuations du dollar les mois suivants, il n'a pas été retraité au 30/06/2012.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la Société DEVERNOIS,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société DEVERNOIS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans :

- la note 1.4 « Immobilisations incorporelles » page 6 de l'annexe décrivant la méthode retenue relative à la valorisation des différents fonds de commerce.
- la note 2.2 « Evolution significative du périmètre en 2012 » page 10 de l'annexe indiquant l'entrée dans le périmètre de la société MARNY.

2 - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à ROANNE – le 10 octobre 2012.

Les Commissaires aux Comptes

GESCOMM
Valérie GAUMARD
Associée

EXCO FIDOGEST
Jean-Michel LANNES
Associé

Membres de la Compagnie Régionale de Lyon

